

« Louange à Dieu Seul,
Que la prière et la paix soient sur le Prophète, Sa Famille et Ses
Compagnons

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Il Nous est agréable de saluer votre honorable assemblée qui se tient dans le cadre du quatrième Forum International sur la Pauvreté Urbaine et précisément sous Notre Haut Patronage, d'autant que Notre Majesté mesure à leur juste valeur les vertus d'une réflexion commune, menée à l'échelle internationale et visant à faire de nos villes des cités d'intégration et non d'exclusion. Il est entendu qu'il n'y a d'autre voie, pour y parvenir, qu'en luttant contre la pauvreté qui constitue la plus haute des exclusions et l'ultime atteinte aux droits et à la dignité de la personne humaine. Elle représente, en outre, la plus grave menace contre la paix, tant au plan national, qu'aux niveaux régional et international.

Par conséquent, Nous tenons à souligner toute l'importance que revêt ce forum qui incarne une prise de conscience universelle concernant cette vérité, à savoir que la pauvreté urbaine n'est pas une fatalité inéluctable et que le succès des échanges d'expériences internationales visant à mettre en oeuvre les moyens les plus judicieux pour extirper ce mal, reste subordonné à l'efficacité des politiques nationales en la matière. Il requiert également une solidarité internationale agissante, susceptible de contribuer à la réalisation du développement humain durable et au démantèlement de tous les obstacles qui entravent l'exercice du droit au développement. Ces facteurs pénalisants tiennent notamment à la rigueur de l'environnement naturel, ou à l'insuffisance de la recherche d'autres sources de richesse, ou la répartition inéquitable de ces richesses. Ils peuvent procéder, également, d'un éroussement de l'esprit de solidarité, d'un relâchement de l'intérêt accordé au développement humain ou de l'absence ou la faiblesse de la participation démocratique. Il s'y ajoute, en outre, les contraintes d'une mondialisation féroce et débridée qui ne fait qu'aggraver un déficit social déjà chronique et qui requiert l'adoption d'une approche globale, en vue de favoriser la mise à niveau des pays et des cités inclusifs et leur insertion dans un plan mondial des pays et cités productifs.

Mesdames, Messieurs,

Le choix porté sur notre pays pour accueillir les travaux de ce forum procède de la conviction de la communauté internationale de l'efficacité de notre expérience visant la mise à niveau des cités inclusives, en les dotant des infrastructures nécessaires pour les intégrer dans le tissu urbain et éradiquer la pauvreté et l'exclusion ou, au moins, les atténuer. Les progrès tangibles réalisés à ce niveau ont conduit les organisations internationales spécialisées qui collaborent avec le Maroc dans le cadre d'un programme pilote de lutte contre la pauvreté en milieu urbain et suburbain, à placer l'expérience de Notre pays parmi les expériences de

pointe pouvant servir de modèle dans le domaine du développement social.

Grâce à la perspicacité de Notre Vénéré Père, Sa Majesté le Roi Hassan II, que Dieu L'ait en Sa Miséricorde, Notre pays s'est doté d'atouts fondamentaux pour lutter contre la pauvreté urbaine. C'est ainsi qu'il a adopté la démocratie dans la gestion de la chose publique. Il en a fait un moyen efficient de mobilisation pour réaliser le développement global, et libérer les potentialités individuelles et collectives pour la lutte contre la pauvreté, à travers la consolidation des droits de l'homme, l'encouragement de l'initiative privée, et la formation des ressources humaines, tout en donnant la priorité à la décentralisation et en accordant l'intérêt nécessaire à l'agriculture et au développement du monde rural.

Nous avons veillé, depuis Notre accession au Trône du Maroc, à conforter les acquis réalisés par Notre pays, accordant un intérêt exceptionnel au développement social, dont Nous avons fait le fondement et la finalité de Notre système de gouvernement. C'est ainsi que Nous avons fait de la Fondation Mohammed V pour la Solidarité, que Nous présidons, un important levier de justice et d'insertion sociales, de soutien aux programmes destinés aux catégories sociales démunies, et d'encouragement des initiatives de la société civile en matière de lutte contre tous les aspects de déficit social.

Nous avons placé en tête des priorités de cette décennie, la généralisation de l'enseignement, la lutte contre l'analphabétisme et le développement du système d'éducation et de formation.

Nous avons également veillé à la mise en place d'institutions vouées à l'encouragement de l'investissement et à la création des richesses garantissant le développement, notamment, et en premier lieu, le Fonds Hassan II pour le Développement Economique et Social. A cet égard, Nous exhortons Notre gouvernement à faire en sorte que les agences, créées pour assurer le développement social et la promotion de l'emploi, ainsi que des petites et moyennes entreprises et des micro-crédits, un instrument efficient de lutte contre le chômage et de qualification des jeunes en vue de leur insertion dans le tissu économique.

Pour accélérer le rythme d'intégration des villes inclusives dans les villes productives, Nous avons appelé Notre gouvernement à engager une politique rigoureuse en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme, et à accorder au logement social et à la lutte contre l'habitat insalubre la priorité dans les politiques nationales et les plans locaux d'habitat et d'urbanisme, et ce, parallèlement à l'adoption d'un programme bien défini pour parvenir à un développement rural global et intégré, afin de juguler l'exode rural qui constitue un facteur essentiel de pauvreté urbaine.

Quels que soient les résultats de ces initiatives et réalisations, Nous sommes conscient qu'elles ne représentent que le début du long et difficile chemin qui mènera à l'éradication de la pauvreté urbaine sans le cadre d'un développement durable. Nous sommes déterminé, pour y parvenir, à redoubler d'efforts et à mobiliser toutes les potentialités nécessaires.

Mesdames et Messieurs,

La communauté internationale est convaincue que l'éradication de la pauvreté dépasse le contexte national. Elle s'inscrit plutôt dans un cadre régional et international. D'où la nécessité, communément admise, d'une coopération sud-sud, les pays du Nord s'étant engagés à assister les pays en développement dans la lutte contre ce fléau attentatoire à la dignité humaine.

A l'occasion de la réunion de ce forum, et à quelques mois de la Conférence internationale sur le financement du développement, et du Sommet mondial sur le développement durable, Nous estimons nécessaire que votre forum adresse un message clair à la communauté internationale, s'interrogeant sur l'utilité d'adopter de nouvelles recommandations, si aucune suite n'est donnée aux principaux engagements internationaux visant l'allégement de la pauvreté et l'aide au développement. L'on rappelle à ce propos, et en premier lieu, le non-respect par les pays développés de leur engagement à consacrer 0,7 PC de leur PNB à l'aide internationale, le maintien de leurs mesures protectionnistes touchant les services et les produits où les pays en voie de développement jouissent d'une capacité compétitive, leur attitude frileuse à l'égard de la question de la dette qui obère les ressources dont les pays en développement ont le plus grand besoin pour réaliser leur développement humain, outre la faiblesse des flux d'investissements extérieurs.

En dépit des efforts déployés dans ce sens, il convient de souligner la nécessité de rechercher une nouvelle approche qui s'attache en priorité au respect de ces engagements et des principes de solidarité agissante, d'équité, de partenariat, d'interdépendance et de responsabilité partagée. Nous devons garder tous à l'esprit qu'en l'absence de résultats tangibles au niveau de l'amélioration des conditions de vie des populations défavorisées, on ne peut que nourrir des craintes pour la crédibilité des engagements, les chances de succès des programmes de développement urbain et les conséquences de l'échec de ces derniers et de l'absence des moyens de financement. Il en découle notamment les risques d'une extension des foyers de tension et de violence, d'érosion des capacités d'endurance des populations démunies et excédées par l'aggravation des disparités entre elles et les populations nanties dans leur propre pays ou dans les pays du Nord.

Notre décision, annoncée lors du Sommet Europe-Afrique du Caire et portant sur l'annulation des dettes des Etats africains frères les moins développés vis-à-vis du Royaume du Maroc et sur la levée des barrières douanières en faveur de leurs exportations, illustre l'attachement constant du Royaume du Maroc aux vertus de la solidarité avec les pays du Sud, dans le cadre d'une approche fondée sur un partenariat véritable et efficient entre les pays du Nord et ceux du Sud.

Notre pays est fermement résolu à faire en sorte que votre forum -réuni dans la cité séculaire de Marrakech, dont le nom est étroitement lié à des conférences historiques- et les recommandations qui seront adoptées sur la base de cette nouvelle approche, marquent un véritable tournant pour la concrétisation de la devise: «villes productives et villes inclusives: vers des villes pour tous», tout en oeuvrant pour que les mutations qui s'opèrent à l'échelle mondiale n'hypothèquent pas davantage le fragile

tissu social des pays du Sud. Nous entendons en faire, plutôt, une opportunité pour approfondir la prise de conscience quant à l'impératif d'une solidarité mondiale agissante, en vue de réaliser un développement durable et global qui permette d'éradiquer toutes les causes de la pauvreté, du désespoir, de la haine et de l'exclusion.

En adressant Nos vœux de bienvenue aux participants à ce forum mondial sur le sol du Maroc, pays des rencontres internationales vouées au service de la paix et de la solidarité entre tous les peuples du monde, Nous vous souhaitons un agréable séjour parmi nous, implorant Dieu de couronner de succès vos actions pour la réalisation de vos nobles desseins.

Que la Paix et la Miséricorde de Dieu soient sur vous. »

MAP